

Monsieur le Président Obama  
The White House  
1600 Pennsylvania Avenue N.W.  
Washington DC 20500

Le premier juillet 2012

Monsieur le Président,

Voilà plus de cinq ans que le terroriste Luis Posada Carriles est sorti libre de son jugement, tandis que les cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino et René González, qui eux ont lutté contre le terrorisme, ne sont toujours pas libérés.

Monsieur le Président, nous avons là un exemple flagrant de la double morale en politique qui n'honore pas votre pays et entache sa justice.

En mai 2005, les trois juges de la cour d'Appel d'Atlanta chargés du dossier des cinq Cubains avaient annulé leur jugement, et ordonné un nouveau jugement hors de Miami. Ces juges avaient une haute idée de leur fonction, ils concluaient leur décision en ces termes :

*« La communauté cubano-américaine est un bastion des valeurs traditionnelles qui ont fait notre Amérique grande. Parmi ces valeurs est le droit à un procès équitable de toute personne accusée de crime. Donc, en dernière analyse, nous espérons que la déception que peut vous causer notre jugement sur ce cas, sera tempérée et équilibrée par la reconnaissance du fait que nous sommes une nation de lois où chaque accusé, quelle que soit son impopularité, a droit à un traitement équitable. Notre Constitution ne tolère aucun manquement à cette règle. »*

Le gouvernement Bush avait fait appel de la décision des trois juges de la Cour d'Atlanta, montrant ainsi son mépris de l'exigence constitutionnelle d'un jugement équitable.

Dans le même temps, en septembre 2005, le DHS (*Département de la Sécurité de la Patrie*) décrétait que ne devrait jamais être utilisée l'interview de Luis Posada Carriles et d'Orlando Bosch réalisée en 1977 par le journaliste nord-américain Blake Fleetwood. Cette interview avait été faite dans la prison de Caracas où ces deux terroristes étaient enfermés depuis l'attentat contre l'avion de *Cubana de aviación* qui avait causé la mort de 73 personnes.

Selon Blake Fleetwood, on y apprenait la façon dont la CIA avait engagé Luis Posada carriles pour 300 dollars par semaine, plus les frais. Posada Carriles y expliquait que la CIA l'avait aidé à créer son agence de détective, d'où ses « actions » étaient planifiées, et bien d'autres détails susceptibles d'intéresser la justice des Etats-Unis. Avec cette interview, le journaliste avait mis sa vie en danger, le Président du Venezuela de l'époque ayant donné l'ordre à la DISIP (*Direction des Services de l'Intelligence et de la Prévention*) de le capturer.

Un peu plus tard, en 2006, la journaliste nord américaine Ann Louise Bardach, a révélé que le dossier de Luis Posada Carriles qui était conservé sous les voûtes du FBI de Miami avait été passé à la broyeuse en 2003 alors que ce terroriste se trouvait en prison au Panama. Cinq caisses de documents originaux détruits par le fils d'Hector Pesquera ! Ces

documents concernaient les liens de Posada Carriles avec des actes criminels.

Hector Pesquera, ce nom ne nous est pas étranger, c'est l'ex chef du FBI de Sud Floride, celui qui a fait arrêter les cinq Cubains en 1998.

C'est aussi en cette année 2006 que nous avons appris que des journalistes avaient été payés par le gouvernement fédéral de Floride pour créer une ambiance hostile aux Cinq durant leur procès, afin d'influencer les membres du jury dans leur décision.

Monsieur le Président, tout est clair. Les terroristes qui dirigent leurs actions contre Cuba sont protégés en plus haut lieu, alors que tout a été orchestré pour que soient lourdement condamnés les cinq agents Cubains. Un lamentable cas d'école de la double morale en politique.

Avec votre arrivée au gouvernement nous avons l'espoir d'un peu de moralisation dans la vie politique de votre pays. Nous sommes inquiets de voir que vous venez de nommer Ricardo Zuñiga comme directeur des *Affaires de l'hémisphère occidentale des Etats-Unis*. Cette nomination n'aidera pas à améliorer les relations de votre pays avec Cuba. En effet, Zuñiga s'est illustré il y a une dizaine d'années comme champion de l'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba lors de sa « *mission humanitaire* ». Il était alors responsable du secteur « *Subversion et Financement de la Dissidence* » de la SINA (*Section des Intérêts Nord-Américains*) à La Havane. Zuñiga ne vous incitera pas, Monsieur le Président, à rendre justice aux Cinq.

Nous espérons malgré tout que vous saurez régler ce douloureux problème au plus vite, par exemple sous forme d'un échange humanitaire entre Alan Gross et les Cinq.

L'avocat Roberto González, frère de René vient de mourir. Il a lutté jusqu'au bout de son énergie pour la cause des Cinq. Il est parti dans la souffrance de ne pas avoir vu René, Antonio, Fernando, Gerardo et Ramón libres.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie  
64360 Monein (France)

Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs. Harry Reid, Eric Holder, John F. Kerry, Pete Rouse, Donald, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.